



# INITIATIVE MINISTÉRIELLE **PRODUCTIVITÉ VÉGÉTALE**

## Contexte

Au Québec, le secteur des grandes cultures est un maillon important de l'industrie bioalimentaire du Québec et génère des recettes de près de 1,4 milliard de dollars, soit un peu plus de 15 % des recettes du marché du secteur agricole. La plupart des prix de référence de ce secteur sont déterminés sur le marché international et les prix que reçoivent les producteurs du Québec sont donc soumis aux aléas commerciaux externes. En outre, la rentabilité de ces entreprises étant notamment déterminée par la quantité et le coût des intrants qu'elles utilisent, elles peuvent tirer parti d'une gestion optimale des travaux agricoles.

De son côté, le secteur horticole fait face à une forte concurrence des produits importés. Ceux-ci proviennent généralement de pays où les conditions climatiques sont plus favorables et où les coûts de main-d'œuvre sont moins élevés. La main-d'œuvre constitue d'ailleurs le plus important poste budgétaire des entreprises horticoles, représentant souvent entre 30 et 60 % des dépenses d'exploitation. Le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre ajoute également une pression sur ces entreprises.

La productivité de certaines productions horticoles est, par ailleurs, fortement influencée par l'obtention d'une pollinisation adéquate. Cependant, les entreprises apicoles font face à d'importants défis nuisant à leur productivité et mettant en péril l'offre de service de pollinisation, dont la tendance à l'augmentation du taux de mortalité des abeilles et une tendance à la baisse du rendement en miel par ruche.

Dans ce contexte, il convient de favoriser le développement de la productivité des entreprises agricoles en soutenant les investissements qui permettent d'améliorer l'efficacité de la main-d'œuvre et des travaux agricoles, ainsi que d'atténuer la mortalité des abeilles.

La présente initiative (ci-après nommé l'Initiative) a été élaborée en vertu de l'article 2 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (RLRQ, chapitre M-14). Elle s'inscrit aussi en soutien de la Politique bioalimentaire 2018-2025 – *Alimenter notre monde*, dont la vision consiste à développer un secteur bioalimentaire prospère, durable, ancré sur le territoire et engagé dans l'amélioration de la santé des Québécoises et des Québécois. Cette initiative se rapporte plus particulièrement à l'objectif d'appuyer l'investissement dans les entreprises de façon à contribuer à l'atteinte de la cible de 15 milliards de dollars d'investissement par les entreprises agricoles, aquacoles, de pêches et de transformation alimentaire d'ici 2025.

## Définitions

### Agriculture de précision

Utilisation d'outils axés sur l'information visant à optimiser les travaux agricoles, en passant par la détection de l'état du sol ou de la plante et permettant d'utiliser le bon produit, au bon endroit, à la bonne dose et au bon moment.

### Apiculture

Art d'élever et de soigner les abeilles en vue d'obtenir de leur travail dirigé le miel, la cire et les autres produits du rucher, ainsi que l'utilisation de ruches aux fins de pollinisation.

### Certification biologique

Attestation de conformité avec les normes biologiques délivrée par un organisme de certification.

### Conditionnement

Regroupement des activités de post-récolte assurant le nettoyage, le séchage, le classement, la présentation, l'emballage (ou le réemballage) et l'étiquetage des produits finis, mais excluant toute modification de la nature du produit.

### Conseiller

Toute personne qualifiée qui, dans le respect de son champ de compétence et du droit professionnel qui la régit, offre un service professionnel aux entreprises du secteur agroalimentaire.

### CUMA

Coopérative agricole régie par la Loi sur les coopératives (chapitre C-67.2) ayant pour objet l'utilisation de matériels agricoles par ses membres et désignée sous le nom de coopérative d'utilisation de matériel agricole.

### Demandeur

Entité autre qu'un ministère ou un organisme budgétaire, qui correspond à une personne physique ou morale ou à une société et qui formule une demande pour obtenir une aide financière en vertu de la présente initiative. Aux fins de la présente initiative, le terme demandeur réfère également au bénéficiaire de l'aide financière ou à son représentant.

### Développement durable

Développement qui répond aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il s'appuie sur une vision à long terme qui prend en considération le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement.

### Entreprises affiliées

Deux entreprises sont dites affiliées si l'une détient plus de 50 % des actions de l'autre.



**Entreprise agricole**

Entité enregistrée au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation conformément au Règlement sur l'enregistrement des exploitations agricoles et sur le paiement des taxes foncières et des compensations (RLRQ, chapitre M-14, r. 1) pendant toute la durée où l'aide financière associée à la présence initiative lui est accordée.

**Ministère**

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

**Ministre**

Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**Période de conversion**

Période comprise entre le début d'un programme de gestion biologique et l'obtention du statut biologique d'une unité de production ou d'une exploitation.

**Production végétale**

Inclut exclusivement, aux fins de l'Initiative, les productions horticoles, fourragères, céréalières, oléagineuses, ainsi que les autres grains, à l'exception de la production de cannabis.

**Précertification biologique**

Attestation délivrée aux entreprises agricoles par un organisme de certification au cours de la dernière année de la période de conversion à l'agriculture biologique.

**Relève agricole**

Propriétaire d'une entreprise agricole remplissant l'ensemble des critères suivants :

- Être âgé d'au moins 18 ans et de moins de 40 ans;
- Avoir suivi une formation reconnue ainsi que le définit l'annexe 1 du Programme d'appui financier à la relève agricole de La Financière agricole du Québec;
- Avoir un minimum d'un an d'expérience pertinente dans le milieu agricole;
- Détenir au moins 20 % des parts de l'entreprise.

**Transformation alimentaire**

Application d'un procédé qui induit une modification de la nature d'un produit agricole ou alimentaire et qui rapproche celui-ci de l'état dans lequel il sera ultérieurement consommé par l'homme ou l'animal, ce qui inclut les activités de préparation alimentaire. La transformation nécessite l'apport d'une valeur ajoutée par rapport au coût de fourniture des produits de base. L'embouteillage d'eau vendue pour la consommation humaine est considéré comme une activité de transformation alimentaire, alors que les activités liées à la restauration ne sont pas considérées comme des activités de transformation alimentaire.

## Objectif

Augmenter la productivité des entreprises agricoles spécialisées en production végétale ou apicole par l'amélioration de l'efficacité de la main-d'œuvre et des travaux agricoles ainsi que par la diminution du taux de mortalité des abeilles pour les entreprises agricoles spécialisées en apiculture.

## Clientèles admissibles

Pour être admissible, le demandeur doit faire partie d'une des clientèles suivantes :

- Entreprise agricole spécialisée<sup>1</sup> en production végétale;
- Entreprise agricole spécialisée<sup>2</sup> en apiculture;
- CUMA.

## Projets admissibles

Pour être admissible, le projet en production végétale doit viser l'amélioration de l'efficacité de la main-d'œuvre ou des travaux agricoles, par l'un des moyens suivants :

- Acquisition ou adaptation d'équipement de production, de récolte ou de conditionnement;
- Acquisition d'équipements d'agriculture de précision;
- Utilisation de services professionnels non admissibles à une aide financière dans le cadre du Programme services-conseils.

La liste des investissements admissibles est disponible sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante : [investissements admissibles](#).

Pour être admissible, le projet en apiculture doit viser l'amélioration de la productivité des entreprises, ou la diminution de la mortalité hivernale par l'acquisition ou l'adaptation de matériels ou d'équipements de production, de récolte ou de conditionnement.

Puisqu'ils peuvent bénéficier d'une aide financière dans un autre programme du Ministère, les projets suivants ne sont pas admissibles à une aide financière dans le cadre de l'Initiative. Il s'agit des projets :

- visant la réduction des risques liés aux pesticides en production végétale;
- visant l'application en bande des matières fertilisantes en horticulture;
- visant l'utilisation optimale de l'eau d'irrigation;
- visant le drainage, le nivellement ou le chaulage des terres;
- visant la transformation alimentaire;
- visant à améliorer le bien-être animal ou l'efficacité énergétique;

<sup>1</sup> Plus de 50 % du revenu brut de l'entreprise est constitué de revenus agricoles bruts. De plus, 50 % du revenu agricole brut de l'entreprise doit provenir de la production végétale.

<sup>2</sup> Plus de 50 % du revenu brut de l'entreprise est constitué de revenus agricoles bruts. De plus, 50 % du revenu agricole brut de l'entreprise doit provenir de la production apicole.

## Sélection des projets

Le Ministre déterminera des périodes de dépôts de projets. Celles-ci seront annoncées à l'adresse suivante : [www.mapaq.gouv.qc.ca/productivite](http://www.mapaq.gouv.qc.ca/productivite). Un minimum d'une période de dépôt sera prévu annuellement.

Toute demande d'aide financière admissible et complète fera l'objet d'une analyse par le Ministre, selon les critères suivants :

- l'adéquation du projet et de la problématique vécue par l'entreprise;
- la concordance du projet avec l'objectif de l'Initiative;
- les retombées et la rentabilité du projet sur la productivité de l'entreprise;
- la faisabilité technique, organisationnelle et financière du projet;
- la démonstration faite par le demandeur que le projet s'inscrit dans une démarche de développement durable;
- la déclaration du demandeur confirmant qu'il respecte les lois et les règlements en vigueur.

Ces critères d'évaluation sont disponibles sur le site Internet du Ministère, à l'adresse suivante : [www.mapaq.gouv.qc.ca/productivite](http://www.mapaq.gouv.qc.ca/productivite).

## Aide financière

Objectif	Taux d'aide (pourcentage des dépenses admissibles)	Bonification du taux d'aide pour les CUMA, la relève agricole et les entreprises détenant une précertification ou une certification biologique pour la production liée à la demande	Aide financière maximale par demandeur pour la durée de l'Initiative*
Améliorer la productivité des entreprises agricoles	40 %	+ 10 %	25 000 \$

\* L'aide financière maximale qui est accordée à un demandeur inclut l'ensemble de ses entreprises affiliées.

Aucune aide financière de moins de 5 000 dollars ne sera accordée<sup>3</sup>.

## Modalités de versement

L'aide financière est versée en un maximum de deux versements, sur présentation des pièces justificatives. En cas de versements multiples, le dernier versement doit équivaloir minimalement à 15 % de l'aide financière accordée. Les pièces justificatives doivent être conformes aux règles comptables et compatibles avec les activités et les dépenses autorisées. La nature des pièces justificatives et des livrables à fournir préalablement à chaque versement sera précisée dans le document de modalités administratives. Les pièces justificatives doivent être à la satisfaction du Ministre et respecter les termes de ce document.

<sup>3</sup> Il est possible de présenter un projet comprenant l'acquisition de plusieurs équipements pour atteindre le minimum d'aide financière.

## Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont celles qui sont directement liées à la réalisation du projet. Elles correspondent aux éléments suivants :

- Frais liés à l'acquisition ou à l'installation d'équipements neufs de production, de récolte ou de conditionnement;
- Frais liés à l'acquisition ou à l'installation d'outils technologiques;
- Honoraires d'un conseiller.
- Les équipements dont l'admissibilité est réservée aux entreprises en régie biologique (période de conversion, précertification et certification) dans le cadre des programmes administrés par le Ministre,<sup>4</sup> notamment Prime-Vert.

Pour être admissibles, ces dépenses doivent avoir été réalisées auprès d'un fournisseur d'équipements ou de services situé au Québec. Si le demandeur est en mesure de démontrer qu'il lui est difficile de les réaliser conformément en raison d'éléments technologiques ou techniques, le demandeur peut demander une exemption à ce sujet.

## Dépenses non admissibles

Les dépenses liées aux fins suivantes ne sont pas admissibles :

- Honoraires de prestataires externes excédant les barèmes établis par le Ministre;
- Dépenses immobilières;
- Financement et remboursement de la dette du demandeur ou des partenaires;
- Dépenses liées à la rémunération de la main-d'œuvre autre que pour l'installation d'un équipement ou d'un outil financé par l'entremise de l'Initiative;
- Administration de l'aide financière;
- Charges d'exploitation courantes, y compris l'entretien normal des bâtiments et des équipements;
- Achat d'intrants;
- Achat ou location de tracteurs, de véhicules agricoles routiers (ex. : moissonneuse batteuse) ou de véhicules nécessitant une immatriculation;
- Acquisition du remplacement d'un équipement faisant l'objet d'une location ou pour lequel, le service d'un forfaitaire est utilisé;
- Équipement financé par un contrat de vente à tempérament ou crédit-bail.

## Procédure à suivre pour bénéficier de l'aide financière

Pour bénéficier d'une aide financière, le demandeur doit acheminer au Ministère au cours de la période de dépôt de projets établie par le Ministre :

- Le formulaire de demande d'aide financière dûment rempli.

<sup>4</sup> Le demandeur devra au préalable avoir sollicité et obtenu une réponse du ou des autres programmes, le cas échéant, avant d'obtenir une aide financière de l'Initiative.

- Les états financiers de l'entreprise agricole pour les deux dernières années. Si elle est en mesure de démontrer qu'il lui est impossible de produire des états financiers pour les deux dernières années, une entreprise agricole en démarrage pourrait bénéficier d'une exemption à ce sujet.

L'entreprise spécialisée en apiculture doit aussi participer au programme d'assurance-récolte relatif à l'apiculture, sous-groupe abeilles, pendant au moins cinq ans. Le demandeur doit donc aviser La Financière agricole du Québec pour qu'elle fournisse au Ministre le document exigé, et ce, pour une durée minimale de cinq ans. À cette fin, le demandeur doit acheminer au Ministre pour l'analyse de son dossier :

- Le formulaire de transmission du certificat d'assurance récolte.

Au besoin, le Ministre invitera les demandeurs à fournir tout autre document nécessaire à l'analyse de la demande.

L'ensemble des renseignements et des documents nécessaires à la présentation d'une demande sont disponibles sur le site Internet du Ministère à la page suivante : [www.mapaq.gouv.qc.ca/productivite](http://www.mapaq.gouv.qc.ca/productivite).

## Conditions générales

Un équipement, même s'il est partagé, peut faire l'objet d'une seule demande d'aide financière pendant la durée de l'Initiative.

Le demandeur ou son représentant reconnaît devoir se conformer à toute loi ou à tout règlement applicables, notamment les lois et les règlements qui sont sous la responsabilité du Ministre.

L'aide maximale offerte ne peut pas dépasser 25 000 dollars par demandeur pour la durée de l'Initiative.

## Admissibilité du demandeur

Pour être admissible à l'Initiative, le demandeur ne doit pas être inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

De plus, le demandeur ne doit pas, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, avoir fait défaut de respecter ses obligations après avoir dûment été mis en demeure relativement à l'octroi d'une aide financière antérieure par le Ministre.

## Cumul des aides publiques

Le total de l'aide financière qui est obtenue directement ou indirectement des ministères ou des organismes gouvernementaux (fédéraux et provinciaux), de leurs sociétés d'État et des entités municipales relativement au projet subventionné en vertu de l'Initiative ne doit pas excéder 40 % des dépenses admissibles ou 50 % des dépenses admissibles dans le cas d'une CUMA, d'une entreprise de la relève ou d'une entreprise détenant une certification ou une précertification biologique. Le demandeur doit déclarer, pour chaque demande de versement, la totalité de l'aide financière provenant des entités susmentionnées.



Si une telle aide financière lui est versée après celle qui lui a été accordée en vertu de l'Initiative, le demandeur est tenu de le déclarer au Ministre et de lui rembourser une somme équivalente jusqu'à concurrence du montant de l'aide obtenue au moyen de l'Initiative.

Chaque projet doit comporter au minimum un apport financier privé correspondant à 60 % du coût total du projet ou 50 % du coût total du projet dans le cas d'une CUMA, d'une entreprise de la relève ou d'une entreprise détenant une certification ou une précertification biologique.

## **Date d'admissibilité des dépenses**

Seules les dépenses effectuées après le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre de l'Initiative seront admissibles, sous réserve d'acceptation officielle du projet par le Ministre.

## **Responsabilités du demandeur**

Pour recevoir un versement, le demandeur devra déposer des pièces justificatives conformes aux règles comptables et compatibles avec les activités et les dépenses autorisées, selon les conditions et modalités prévues. Par ailleurs, le demandeur s'engage à conserver pour une durée minimale de cinq ans les équipements ou les outils acquis dans le cadre de l'initiative.

## **Reddition de comptes**

Pendant la réalisation du projet et pour les cinq années suivantes, le demandeur doit permettre au représentant du Ministre, ou à une personne dûment autorisée par ce dernier, de visiter l'emplacement du projet, pendant les heures normales de bureau, afin d'y effectuer les vérifications ou les évaluations techniques, financières ou autres, estimées nécessaires ou utiles. À cette fin, le demandeur s'engage à garder tous les documents relatifs au projet financé. Les modalités de reddition de comptes finale exigées au terme du projet sont inscrites dans la lettre de modalités et définies en fonction de la nature du projet réalisé.

Aux fins de vérification, le Ministre peut exiger que le demandeur fournisse l'ensemble des rapports, des documents, des preuves de résultat, des pièces justificatives. De plus, à la suite ou au cours de sa participation à l'Initiative et pour permettre d'évaluer les résultats de celui-ci, le demandeur, s'il est sollicité, devra répondre à un sondage ou participer à une entrevue sous la supervision du personnel du Ministère ou d'une entité mandatée par ce dernier.

## **Disponibilité des fonds**

Le Ministre se réserve le droit de limiter le nombre de demandes sélectionnées afin de respecter l'enveloppe budgétaire et les montants disponibles. Chaque versement de l'aide financière est conditionnel au respect par le demandeur de ses obligations prévues en vertu de l'Initiative, à l'adoption des crédits budgétaires nécessaires par l'Assemblée nationale et, conformément à l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à l'existence sur un crédit d'un solde disponible suffisant pour imputer la dépense qui découle de cet engagement.

## Droit de modification

Le Ministre se réserve le droit de modifier, en tout ou en partie, le contenu de l'Initiative et de l'enveloppe budgétaire qui y est consacrée, et ce, sans préavis.

## Droit de réduction et de résiliation

Le Ministre se réserve le droit de réduire l'aide financière consentie ou de la résilier si le demandeur fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de l'Initiative et des ententes en découlant.

S'il doit exercer ce droit, le Ministre adresse au demandeur un avis écrit énonçant le défaut et la sanction de réduction ou de résiliation envisagée. Le demandeur doit alors remédier à ce défaut à l'intérieur du délai prescrit dans cet avis, à défaut de quoi l'aide financière est automatiquement réduite ou résiliée de plein droit à l'expiration de ce délai. Dans le cas d'une résiliation, le Ministre se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière qui aura été versée en date de la résiliation.

De plus, le Ministre se réserve le droit de résilier l'aide financière consentie pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- Le demandeur cesse ses activités de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens;
- Le demandeur lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;
- Le demandeur n'utilise pas l'aide financière attribuée, en tout ou en partie, aux fins convenues avec le Ministre.

La résiliation prend alors effet de plein droit à compter de la date de réception de l'avis écrit mentionnant l'un des motifs précités. Dans les cas du deuxième et du troisième motif, le Ministre se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière qui aura été versée à la date de la résiliation.

## Droit de refus, de réduction ou de résiliation pour des motifs d'intérêt public

Le Ministre se réserve le droit de refuser, de modifier, de réduire ou de résilier l'aide financière pour des motifs d'intérêt public.

Pour ce faire, le Ministre adresse un avis écrit au demandeur énonçant le motif de refus, de réduction ou de résiliation basé sur l'intérêt public.

Le demandeur aura alors l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier. Le Ministre considérera ces observations ou documents pour prendre une décision. Les observations du demandeur et, s'il y a lieu, les documents doivent être fournis à l'intérieur du délai prescrit dans l'avis, à défaut de quoi l'aide financière est automatiquement refusée, réduite ou résiliée de plein droit à l'expiration de ce délai.

## Date d'entrée en vigueur et durée de l'Initiative

L'Initiative est entrée en vigueur le 16 août 2018, modifiée à la date de sa signature des présentes et se termine le 15 janvier 2021 ou à l'épuisement des crédits, selon la première éventualité.

## Signature

Le sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries  
et de l'Alimentation par intérim,

*(original signé)*

RENÉ DUFRESNE

Date \_\_\_\_\_

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries  
et de l'Alimentation,

*(original signé)*

ANDRÉ LAMONTAGNE

Date \_\_\_\_\_

